

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 18/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAPPE

2 Rue de Sète
67100 Strasbourg

Références : 0003012146/GC/AG
Code AIOT : 0003012146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2024 dans l'établissement SAPPE implanté 2 Rue de Sète 67100 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée suite à la mise en demeure du 7 décembre 2023.
L'exploitant n'a pas été prévenu de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPPE
- 2 Rue de Sète 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0003012146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAPPE (Socété Anti-Pollution et Protection de l'Environnement) exploite un centre de regroupement, tri et transit de déchets dangereux et non dangereux au 2 rue de Sète à Strasbourg. L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 12 septembre 2019.

Les installations qui le composent relèvent :

- de l'autorisation au titre des rubriques 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) et 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) pour 3 100 tonnes (3 000 tonnes

de terres polluées et 100 tonnes de traverses de chemin de fer)

- de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716-1 (transit de 2 400 m³ maximum de déchets non dangereux)

et

- de la déclaration au titre des rubriques 2795-2 (lavage des cales des péniches : quantité d'eau mise en œuvre de 5 m³/j), 2515-1b (concassage/criblage de déchets minéraux : puissance installée de 198 kW) et 2517-2 (stockage de déchets et matériaux inertes : 5 316 m² soit 6 000 m³ maximum).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thème de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ |
|----|--|--|--|
| 2 | MED - Envois de poussières | AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1 | Suspension |
| 3 | Nom du point de contrôle : MED - surveillance des retombées de poussières | AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1 | Demande d'action corrective |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|------------------------------------|
| 1 | MED - Propreté des installations et des voiries de desserte | AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1 | Levée partielle de mise en demeure |
| 4 | MED - respect de prescription - sécurité incendie | AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1 | Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Observations :

L'exploitant ayant pris les dispositions nécessaires pour maintenir son site dans un état d'empoussièrement acceptable, il est satisfait au point de la mise en demeure concernant la propreté des installations et voiries de desserte.

Au moment de la visite, la zone devant être accessible en permanence aux services de secours est libre de toute substance entreposée.

Il a donc satisfait à la mise en demeure du 21 décembre 2022.

Non-conformités :

Prévention et abattage des envols de poussières (AP de suspension).

Lors de la visite, l'inspection a constaté des envols de poussières, non prévenus et non abattus.

L'exploitant projette la construction de nouveaux box de stockage fermés, permettant d'effectuer les opérations de manutention des substances génératrices de poussières de manière confinée, et ainsi en supprimer les envols. Toutefois, la réalisation de ce projet nécessite un délai de l'ordre de six mois. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué procéder, d'ici fin février, à de nouveaux tests d'abattage de poussières à l'aide d'un brumisateur mobile plus puissant. Ce délai est expliqué par la période actuelle de gel et l'indisponibilité du matériel. Il convient également de préciser que la visite d'inspection a été réalisée par temps sec hivernal (températures négatives). De ce fait, aucun dispositif hydraulique n'était utilisable. Toutefois, aucun autre moyen n'a été mis en place pour abattre les envols de poussière observés. Enfin, l'exploitant n'a pas établi de consigne interne relative aux modes opératoires permettant de limiter les émissions de poussières et l'explique par l'absence de pertinence de cette prescription au regard de la taille de l'entreprise. La mise en demeure du 7 décembre 2023 n'est donc pas respectée sur ces points.

Transmission des résultats de surveillance.

Les résultats de la surveillance des retombées de poussières de la campagne qui s'est déroulée du 8 août au 5 septembre 2023 n'ont été communiqués à l'inspection qu'à sa demande. Il est rappelé que l'exploitant doit transmettre et commenter ces résultats dès leur réception. Les résultats de cette campagne indiquent un retour à un niveau proche de la valeur de référence : la valeur la plus élevée est de 376 mg/m²/jour (la valeur de référence allemande, indicative, est de 350) et a été mesurée au point de prélèvement le plus exposé, soit au point n°1, celui situé au sud des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MED - Propreté des installations et des voiries de desserte

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1 |
| Thèmes : Risques chroniques, Poussières |
| Prescription contrôlée : La société SAPPE est mise en demeure (...) de respecter, dans le délai d'un mois (...) les prescriptions des articles (...) : Article 2.3.1 - Propreté des installations et des voiries de desserte : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. L'exploitant procède au nettoyage des roues des véhicules routiers susceptibles d'entraîner, sur les voies de desserte, des matières provenant de l'établissement. (...) |
| Constats : L'exploitant indique avoir augmenté la fréquence de nettoyage réalisé à l'aide de la balayeuse-ramasseuse. Des consignes ont été données au personnel de l'exploitant mais n'ont pas été formalisées par écrit. L'inspection constate que le niveau d'empoussièrement du site a nettement diminué par rapport à la dernière visite. Concernant le nettoyage des roues des véhicules routiers, aucune modification des modalités d'exploitation n'a été apportée. L'exploitant a transmis un protocole type destiné aux entreprises de transport, complété par une mention relative à l'état de propreté des véhicules à la sortie du site. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure d'en présenter un exemplaire dûment signé par |

| |
|---|
| un transporteur. |
| Sur ce point précis , la mise en demeure est respectée. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Levée partielle de mise en demeure |

N° 2 : MED - Envol de poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1 |
| Thèmes : Risques chroniques, Poussières |
| <p>Prescription contrôlée : La société SAPPE est mise en demeure (...) de respecter, dans le délai d'un mois (...) les prescriptions des articles (...) : (...) Article 3.1.1 - Captation et canalisation : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport de produits dans l'installation. (...) (...) Article 3.6.3 - Envol de poussières : L'exploitant procède, en période sèche, à un abattage des émissions diffuses de poussières par aspersion d'eau ou par tout moyen d'efficacité équivalente. Les voiries (routes et pistes) sont humidifiées en cas de temps sec pour éviter l'envol de poussières. L'exploitant définit au sein d'une consigne interne communiquée au personnel les modes opératoires permettant de limiter les émissions diffuses de poussières. (...) (...)</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un chargement de coke de pétrole a généré des envols de poussières, non prévenus et non abattus, à chaque déversement de godet dans la benne du camion.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le dossier de demande d'autorisation environnementale qui sera déposé (délai allant jusqu'au 31 janvier 2024) pour régulariser l'activité de transit de coke de pétrole, porte également sur la création de nouveaux box de stockage fermés sur l'actuelle zone réservée aux déchets inertes. Les substances devant être préservées des eaux pluviales, telles que les engrais (extraits de vinasse), le coke de pétrole ou encore les pellets de bois (activité non présente sur le site actuellement) y seront entreposées. La manutention de ces matières sera entièrement réalisée à l'intérieur de ces box, donc de manière confinée. Dans ces conditions, les envols de poussières dus au remplissage des camions bennes resteront à l'intérieur des box. Selon l'exploitant, ce projet pourrait être réalisé à la fin du premier semestre 2024.</p> <p>Afin de limiter les envols de poussières, notamment de coke de pétrole, dus aux déchargements des bateaux par bande transporteuse, l'exploitant a indiqué avoir modifié la trémie et ses procédures d'exploitation (diminution de la hauteur de chute en fin de bande transporteuse pour limiter la quantité de poussières générées). Aucun bateau n'étant en phase de déchargement au moment de la visite, l'inspection n'a pas pu constater l'efficacité de ces mesures.</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué vouloir tester un canon brumisateur mobile plus puissant, du type matériel utilisé sur les chantiers de démolition, car les équipements les plus répandus n'étaient pas suffisamment efficaces. L'exploitant a précisé que ce type d'équipement ne pourra pas être essayé avant le mois de février, en raison de la période de gel et de l'indisponibilité du matériel.</p> |

Bien qu'elle se soit déroulée en période sèche, la visite a été effectuée en période de températures négatives. De ce fait, aucun dispositif d'aspersion n'était en fonctionnement (pas de brumisation, pas de tourniquet pour humidifier les routes et les pistes). Pour autant, aucun dispositif d'efficacité équivalente ne s'y substituait.

Une non-conformité documentaire subsiste : l'exploitant n'a pas de consigne interne relative aux modes opératoires permettant de limiter l'envol de poussières. Il est attendu que l'exploitant se conforme à la prescription par la transmission sous quinzaine de cette consigne.

Les projets de l'exploitant devraient permettre de répondre aux prescriptions relatives à la prévention des envols de poussières. Cependant, la réalisation de ces projets, notamment la construction des nouveaux box nécessite un délai important : de l'ordre de 6 mois.

Le jour de la visite, l'inspection a pu constater qu'aucun moyen permettant d'abattre les poussières n'était mis en place. La mise en demeure n'est donc pas respectée sur ce point.

Compte tenu des signalements répétés de nuisances liées aux poussières depuis plus de six mois et des impacts que celles-ci peuvent avoir sur les activités des entreprises voisines, il conviendrait de suspendre, temporairement, les activités génératrices d'envols de poussières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

N° 3 : Nom du point de contrôle : MED - surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1

Thèmes : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

La société SAPPE est mise en demeure (...) de respecter, dans le délai d'un mois (...) les prescriptions des articles (...) :

(...)

Article 9.3.1.2 :

Des prélèvements et mesures trimestriels des retombées de poussières sont effectués depuis des emplacements à la représentativité justifiée.

Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception des résultats. (...)

(...)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : MED - respect de prescription - sécurité incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1

Thèmes : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

La société SAPPE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue de Sète à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.1.3, 1.3.2, 7.2.3.1, 7.3.2 et 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12/09/2019 susvisé, reprises ci-après :

(...)

Article 7.2.3.1 :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

[...]

| |
|---|
| - une aire accessible en permanence permet également d'utiliser le bassin Gaston Haelling comme réserve incendie [...] |
| Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que la zone, telle que définie dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, est libre de tout entreposage. La mise en demeure peut être levée sur ce point. |
| Type de suites proposées : Sans suites |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |